



**CTB**



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
COOPÉRATION INTERNATIONALE ET FRANCOPHONIE

*Secrétariat Général à la Coopération*

# RAPPORT ANNUEL- PROGRAMME D'ETUDES ET D'EXPERTISES 2014



**Programme d'Etudes  
et d'Expertises**

<b>1</b>	<b>APERÇU DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>4</b>
1.1	FICHE D'INTERVENTION.....	4
1.2	EXECUTION BUDGETAIRE .....	4
<b>2</b>	<b>CONTEXTE</b> .....	<b>5</b>
2.1	CONTEXTE GENERAL .....	5
2.2	CONTEXTE DE GESTION : MODALITES D'EXECUTION .....	5
2.3	CONTEXTE HARMO .....	5
<b>3</b>	<b>ANALYSE DES PROGRES REALISES</b> .....	<b>7</b>
3.1	ÉTUDES .....	7
3.1.1	<i>État d'avancement des études</i> .....	7
3.1.2	<i>Analyse des études finalisées</i> .....	12
3.2	EXPERTISE .....	14
3.2.1	<i>État d'avancement de l'expertise</i> .....	15
3.2.2	<i>Analyse de l'expertise</i> .....	16
3.3	EXECUTION BUDGETAIRE .....	16
3.4	CRITERES DE QUALITE .....	18
3.5	GESTION DES RISQUES .....	19
<b>4</b>	<b>PILOTAGE ET APPRENTISSAGE</b> .....	<b>20</b>
4.1	RECOMMANDATIONS .....	20
4.2	ENSEIGNEMENTS TIRES .....	20
<b>5</b>	<b>ANNEXES</b> .....	<b>21</b>
5.1	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	21
5.2	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI .....	26

# ACRONYMES

AE	Accord d'Exécution
ComPar	Comité des Partenaires
CTB	Agence belge de coopération au développement
DTF	Dossier Technique et Financier
FEE	Fonds d'Etudes et d'Expertises
MINAFFECI	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
PEE	Programme d'Etudes et d'Expertises
PIC	Programme Indicatif de Coopération
UAGP	Unité d'Appui à la Gestion du Programme



# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche d'intervention

<b>Nom de l'intervention</b>	Programme d'Etudes et d'Expertises (PEE)
<b>Code de l'intervention</b>	RDC1015311
<b>Localisation</b>	Kinshasa
<b>Budget</b>	€4.234.196 (€2.234.196 + €2.000.000)
<b>Institution partenaire</b>	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
<b>Date de la convention spécifique</b>	19 juillet 2012
<b>Date de fin de la convention spécifique</b>	72 mois - 18 juillet 2018
<b>Objectif</b>	Contribuer à la mise en œuvre du PIC 2010 – 2013 et à la préparation des futurs programmes indicatifs de coopération entre la RDC et la Belgique.

## 1.2 Exécution budgétaire

Budget total	Année N-1	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total
4.234.196*	1.004.232	1.012.092	2.217.872	47,62%

\* + seconde tranche de €2.000.000,00

Fonctionnaire exécution nationale <sup>1</sup> Clément Katsaningu	Fonctionnaire exécution CTB <sup>2</sup> Jean-Marc Labis
	

<sup>1</sup> Nom et signature

<sup>2</sup> Nom et signature

## 2 Contexte

### 2.1 Contexte général

Le PEE a débuté officiellement le 02 Novembre 2012, date de la tenue de la réunion de démarrage. L'année 2014 est la seconde année d'exercice complète du programme. Pour rappel, le PEE est l'émanation de l'ancien Fonds d'Etudes et d'Expertises qui était structuré différemment et fonctionnait depuis la Représentation de la CTB. Le PEE est quant à lui basé dans les locaux du MINCIR, c'est à dire directement à la Coopération Internationale.

Le PEE est un programme qui ne s'inscrit pas dans la lignée des programmes tels qu'on le conçoit, étant donné que son objectif vise à appuyer les secteurs de concentration de la CTB, mais aussi d'autres secteurs où la CTB n'intervient théoriquement pas mais dont les activités réalisées peuvent avoir un rapport ou même un impact sur celles de la CTB.

Même si l'objectif spécifique (Renforcer les capacités des institutions publiques congolaises impliquées en priorité dans les secteurs et les zones de concentration géographique définies dans le PIC 2010 - 2013) reste pertinent, les résultats escomptés sont prioritairement ceux obtenus au travers des diverses études et/ou expertises approuvées.

Les raisons du passage de l'ancienne structure "Fonds d'Etudes et d'Expertises" vers la nouvelle structure "Programme d'Etudes et d'Expertises" sont principalement liées à l'uniformisation des procédures et à l'organisation du fonctionnement du processus de requête tout en conservant l'aspect très spécifique lié à chaque intervention. Ceci est d'ailleurs fixé dans un manuel de procédure établi sur base des éléments du DTF du programme.

### 2.2 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les remarques et commentaires des précédents rapports annuels en matière de modalités d'exécution restent d'actualité. Hormis la modalité en régie pour les marchés publics et la gestion financière qui doit rester la norme, le mode de gestion conjointe des activités du PEE est très fonctionnel, ceci s'appliquant probablement plus simplement à de petites structures tel que le PEE qu'à de plus grands projets/programmes. Dans le cadre du PEE ceci est aussi dû aux personnalités des membres de l'UAGP qui fonctionnent bien ensemble.

### 2.3 Contexte HARMO

Le PEE est le seul programme de ce type dont dispose la RDC, il n'y a dès lors pas de tentative d'harmonisation avec d'autres interventions de la CTB ni même d'autres PTF. L'alignement sur les stratégies ou les systèmes du partenaire représente l'output 1 et doit ressortir des études/expertises présentées. L'appropriation par le partenaire reste complète étant donné qu'ils mettent eux-mêmes en œuvre leurs requêtes. Ceci n'est toutefois pas toujours fait dans les règles et trop souvent les requêtes sont considérées comme source de revenu plutôt que des outils permettant aux requérants de faire avancer les institutions qu'ils représentent. Néanmoins, cela est souvent tempéré par le fait que l'UAGP prend les dispositions nécessaires pour limiter les

primes aux agents de l'Etat.

Les évolutions clés sont (idem 2013) ;

- L'uniformisation du traitement des requêtes,
- La validation et la mise en œuvre du manuel de procédures du PEE,
- La poursuite des activités de vulgarisation du PEE,
- L'appui au suivi de la mise en œuvre des études et expertises.

## 3 Analyse des progrès réalisés

### 3.1 Études

#### 3.1.1 État d'avancement des études

État d'avancement des études <sup>3</sup>	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
1. (ALCP) Appui à la ville de Lubumbashi à travers le Comité Provincial de Pilotage de la Stratégie de renforcement du Système de Santé	X				Etude retirée de la liste accord du ComPar restreint du 14/03/2014
2. (RCOCIR) Réorganisation du Cadre Organique du Secrétariat Général à la Coopération Internationale et Régionale	X				Reliquat du FEE, le rapport final validé mais jamais été reçu.
3. (MP) Appui à l'Autorité de régulation des Marchés Publics				X	A été préparée mais est retenue l'ARMP ne donne pas de suite à notre rencontre d'Octobre/Novembre 2014.
4. (RCCRE) Redynamisation du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (MINCIR)	X				Partie initiale effectuée, rapport jamais reçu reste une réunion finale qui devrait être annulée. Etude affectée par le gouvernement en Affaires courantes
5. (EISI) Elaboration des Indicateurs du Secteur des Infrastructures (MINIPLAN)	X				Terminée en 2012.
6. (LAC KIVU I) Détermination des sites potentiels d'extraction de gaz méthane des eaux du LAC KIVU: Etude détaillée de la bathymétrie de la côte congolaise.	X				Terminée en 2014.
7. (INRB) Appui à la restructuration administrative et financière de l'INRB (Institut National de Recherche Biomédicale)	X				Terminée en 2013.
8. (SENDWE) Contribution à la réalisation d'un atelier de modernisation de l'Hôpital SENDWE	X				Etude retirée de la liste accord du ComPar restreint du 14/03/2014
9. (ITIE) Prestation d'un Conciliateur ITIE pour l'exercice 2010-2011 (Ministère du Plan). Report du FEE	X				Terminée en 2012.
10. (LAC KIVU II) Etude d'impact environnemental et social du Projet de production de l'énergie électrique à partir du gaz méthane du LAC KIVU. Report du FEE	X				Annulé ; fera partie des obligations des attributaires des différentes concessions.
11. (FORKIS) Atelier de sensibilisation des autorités politico-administratives et les organisations de base sur la Foresterie communautaire dans la Ville de Kisangani/Province Orientale. Report du FEE	X				Terminée en 2013.
12. (QUINACT) Unité de recherche clinique. Report du FEE	X				Terminée en 2014
13. (FNPSS) Appui au Fonds National de Promotion de la Sécurité Sociale. Report du FEE	X				Etude rejetée.
15. (LOI 11/022) Appui à l'Elaboration des Mesures d'application de la LOI N°11/022 des 24/12/2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture	X				Terminée en 2014

<sup>3</sup> A : En avance  
 B : Dans les délais  
 C : Retardées, des mesures correctives sont requises.  
 D : Les études ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

16. (PNS) Actualisation du Plan National Semencier des Cultures Vivrières et Recommandations pour la Structuration de la Filière Semencière, le Contrôle et la Certification des Semences, ainsi que la Production et la Commercialisation des Semences Améliorées par le Secteur Semencier Privé dans toutes les Provinces de la RD Congo				X	Etude terminée, le consultant n'est pas à la hauteur et ne travaille pas en équipe. Tout devrait se finaliser avant le 30/06/2015
17. (DIAHOP) Prise de contact et plaidoyer avec la Diaspora congolaise et des partenaires belges sur le projet d'appui aux Hôpitaux congolais	X				Etude rejetée.
19. (CARIEI) Mise à jour de la Cartographie des projets des Infrastructures Economiques de base et des Indicateurs de performance y afférents	X				Etude rejetée.
20. (CARIIS) Elaboration de la Cartographie et des Indicateurs des projets des Infrastructures Sociales de la RDC	X				Etude rejetée.
21. (PNIA) Business Meeting du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC.	X				Terminé en 2013. Contrairement à ce que j'ai mentionné en 2013 ceci n'a toujours pas été discuté, donc non clôturé.
22. (CAMASA) Expertise pour le renforcement de la Cellule de passation des Marchés du Ministère de la Santé au sein de la CAG, dans les procédures FED	X				Etude rejetée.
23. (CENACOF) Identification des besoins en formation auprès des secrétariats généraux de: l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Agriculture, Santé Publique et Développement Rural.	X				Etude rejetée.
24. (NOTAIRES) Demande de partenariat formulée par le Ministre de la Justice et Droits Humains à l'endroit de la Chambre Nationale des Notaires	X				Etude retirée de la liste accord du ComPar restreint du 14/03/2014
25. (AMTER) Partenariat d'Appui de l'Aménagement du Territoire.	X				Terminée Etude affectée par le Gouvernement en Affaires courantes
26. (HYINGA) Etude de Préfaisabilité projet HYINGA	X				Etude retirée de la liste accord du ComPar restreint du 14/03/2014
27. (ICCN) Montage d'un système d'organisation et structuration des informations pour faciliter le suivi-évaluation et par conséquent améliorer l'efficacité de gestion et la gouvernance des aires protégées en RDC par l'ICCN (MECNT).	X				Etude rejetée.
28. (FOREQU) Foresterie Communautaire de l'Equateur	X				Terminé en 2013.
29. (STAT) Statistique Ministère du Plan	X				Etude retirée de la liste, accord du ComPar restreint du 14/03/2014
30. (FORCOM) Mission de suivi des activités dans le site pilote de la foresterie communautaire créé par le projet FORCOM/FAO	X				Etude rejetée.
31. (CGAF) Analyse du Cadre de Gouvernance Foncière au Niveau Provincial Selon le Cadre de la Gouvernance Foncière (CGAF) de la Banque Mondiale	X				Etude retirée de la liste, accord du ComPar restreint du 14/03/2014

32. (SESOC) Appui au développement du système de Sécurité Sociale en RDC	X				Rejetée
33. (RCGPMP) Renforcement des capacités des membres de la Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics ainsi que les Cadres de l'Administration de la Coopération Internationale	X				Etude rejetée.
34. (PEDEKA) Appui aux organisations des Pêcheurs de la Dépression de Kamalondo	X				En cours
35. (PIHILU) Appui aux organisations de Pisciculteurs dans l'Hiinterland de Lubumbashi	X				En cours
36. (ISVI) Identification, Sensibilisation, Vulgarisation, et Installation de Champ Ecole Paysan pour une agriculture durable	X				A annuler de la liste
37. (UPEHP) Acquisition des mini-Usines de Production utilisant un système d'Extraction de base optimisé pour l'usage au niveau villageois en vue de l'usinage semi-industriel d'Huile de Palme et du savon de ménage	X				Etude rejetée.
38. (ESETFP) Appui à l'Elaboration des la Stratégie sous-sectorielle spécifique à la composante de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en République Démocratique du Congo	X				En-cours
39. (COMPAT) Production des Comptes Nationaux 2012 et 2013 de la RDC	X				Etude rejetée.
40. (URF-ECMI) Projet d'appui logistique pour le démarrage des activités de l'unité de recherche et de formation sur l'écologie et le contrôle des maladies infectieuses (URF-ECMI)	X				Etude rejetée.
41. (DREN) Requête sur la Vulgarisation convention relative aux Droits de l'Enfant au Programme d'Etudes et d'Expertises	X				Etude rejetée.
42. (REENPU - PORT) Appui à la Réforme des Entreprises Publiques du secteur des transports et dans le montage de la négociation des projets de partenariat public-privé dans les domaines portuaire, ferroviaire et aéroportuaire.	X				Etude rejetée.
43. (LOI 11/2002) Vulgariser les articles 22, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 89, 111, 112, 113, 121 et 222 de la loi n°11/2002 du 29 août 2002 portant promulgation du Code Forestier de la République Démocratique du Congo.	X				Etude rejetée.
44. (INRB2) Définition du patrimoine initial et renforcement des capacités du personnel de l'INRB, afin de produire les premiers comptes annuels selon le système OHADA				X	Retard dû à l'UAGP. Les marchés sont lancés et l'activité devrait débuter en 2015
45. (PAIJR) Projet d'Appui aux Initiatives des Jeunes Ruraux de la RDC "P.A.I.J.R / RDC"	X				Etude rejetée.
46. (RPPPB) Elaboration du rapport d'étape sur les projets et programmes des pistes rurales et des bacs dans les Provinces de Bandundu, Orientale, Kasai-Oriental, Equateur, Maniema et Katanga	X				A annuler, il s'agit d'activité déjà partiellement faite par PREPICO.
47. (CPAKO) Implication de la Femme et de la Jeunesse Rurale dans l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la commercialisation des produits Agricoles du	X				Requête suspendue à la demande du Compar restreint pour complément d'information, sera présenté début 2015.

Kasai Oriental					
<b>48. (SFAEQU)</b> Appui aux ateliers de sensibilisation des femmes autochtones (pygmées) et organisation féminines sur la Foresterie Communautaire dans le District de l'Equateur (Territoire de Bikoro - d'Ingende) Province de l'Equateur	X				Etude rejetée.
<b>49. (SFAKIS)</b> Appui aux ateliers de sensibilisation des femmes autochtones (pygmées) et organisation féminines sur la Foresterie Communautaire à Kisangani (District d'Ituri, Territoire de Mmbassa) Province Orientale (Kisangani)	X				Etude rejetée.
<b>50. (ACTDS)</b> Appui à la mise en place d'un système permanent de collecte, de traitement et de diffusion des données statistiques sur les conditions de vie des ménages ruraux	X				Etude rejetée.
<b>51. (SENDRI)</b> Atelier de renforcement des capacités sur les techniques de collecte de données statistiques socio-économiques, Kinshasa - 2014		X			Sera présenté au prochain ComPar restreint
<b>52. (RCE)</b> Renforcement des Capacités sur l'Entreprenariat		X			Sera présenté au prochain ComPar restreint
<b>53. (EESR)</b> Elaboration et validation technique du document des stratégies de rationalisation de la participation RDC dans les groupements Economiques Sous Régionaux.		X			Requête suspendue à la demande du Compar restreint pour complément d'information
<b>54. (ELBAA)</b> nouveau titre: Inventaire et analyse des ressources génétiques des plantes alimentaires spontanées et cultivées du Kwilu.	X				En cours
<b>55. (CPPGL)</b> L'établissement d'un cadre d'échanges et de réflexion dénommé: Cadre Provincial Permanent de Gouvernance Locale, en sigle CPPGL, Il s'agit de la réflexion sur la mise en œuvre d'une structure organique d'échanges et de réflexion au niveau Provincial	X				En cours
<b>56. (FTDRST)</b> Formation et accompagnement en élaboration de Termes de Référence et Spécifications Techniques			X		En cours difficulté à identifier un formateur. L'UAGP va relancer l'achat début 2015.
<b>57. (EFINCUB)</b> Etude de Faisabilité pour la mise sur pied d'un Incubateur pour le développement des PME dans la Province du Bas-Congo, RDC		X			Sera présentée au prochain ComPar restreint
<b>58. (EPNDD)</b> Elaboration du Programme National de Développement Rural en République Démocratique du Congo au regard du processus de Décentralisation en cours.		X			Attend réaction du requérant après observations UAGP, à éventuellement éliminer
<b>59. (CASNIPPBC)</b> Appui à la Consolidation des acquis du Projet d'Appui au Système de Santé du Bas-Congo (i)		X			Sera présenté au prochain ComPar restreint. Prévu dans le PIC intermédiaire mais requête non détaillée.
<b>60. (REP)</b> Réhabilitation des étangs piscicoles au Centre Agricole de Mansende/Mawunzi, Secteur de Kivulu, Territoire de Mbanza-Ngungu District des Cataractes, (Bas-Congo)		X			Attend réaction du requérant après observations UAGP, à éventuellement éliminer
<b>61. (CCU)</b> Contribution à la rationalisation et définition des politiques efficaces pour la prévention des cancers en RD Congo. Point	X				En cours

d'entrée: cancer du col utérin (CCU)				
<b>62. (FCM)</b> Vulgarisation des modèles de demande d'une forêt de communautés locales à Kindu, province du Maniema		X		A suivre avec MINIDER
<b>63. (CVD)</b> Installation des Comités Villageois de Développement (CVD) dans le secteur de Boko Territoire de Mbanza-Ngungu, district des cataractes, province du Bas-Congo		X		A relancer par l'UAGP
<b>64. (EPRI)</b> Développement d'un réseau national de surveillance de l'épilepsie des rivières: renforcement des capacités de diagnostic, cartographie du risque en République Démocratique du Congo et recherche de l'étiologie	X			En-cours
<b>65. (LOI 11/022 II)</b> Appui à l'élaboration des mesures d'application de la loi 11/022 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture		X		Suspendue par le ComPar restreint du 30/10/2014
<b>66. (MASTER ECoM)</b> Appui au démarrage des activités du Master en Ecologie des maladies infectieuses, aléas naturels et gestion des risques (Master ECoM-ALGER)		X		A représenter au prochain ComPar restreint, le ComPar restreint a demandé lors de la dernière séance que le requérant vienne présenter le dossier lui-même.
<b>67. (ESIM)</b> Evaluation de la Surveillance intégrée des Maladies et riposte dans les DPS et zones de Santé de concentration	X			Rejetée
<b>68. (OSVOP)</b> Organisation des séances de vulgarisation des outils de planification		X		A revoir
<b>70. (AVMMM)</b> Etude de faisabilité pour la mise en place du Système Agroforesterie dans la ville de Mbuji-Mayi et dans le territoire de Miabi, Province du Kasai Oriental	X			Sera présentée au prochain ComPar restreint
<b>71. (FTPG)</b> Etude sur les fruits transformables à petite et grande échelle dans la Province du Bas-Congo		X		Le requérant ne réagit plus il sera relancé en 2015 par l'UAGP
<b>72. (INRA)</b> Appui à la redynamisation de l'INRA/Yangambi, Province Orientale, RDC.		X		Le requérant ne réagit plus il sera relancé en 2015 par l'UAGP
<b>73. (DECEN)</b> Evaluation mi-parcours du processus de décentralisation en province (2009-2014)		X		Le requérant ne réagit plus il sera relancé en 2015 par l'UAGP
<b>74. (350ENS)</b> Formation de 350 (trois cent cinquante) enseignants oeuvrant dans la province éducationnelle Kinshasa-Est en vue de la conscientisation et de la sensibilisation d'autres enseignants, des enfant à l'âge scolaire des parents aux problèmes de genre, de la santé, de la reproduction, du respect de l'environnement et le VIH/SIDA	X			Sera présentée au prochain ComPar restreint
<b>75. (PNDIS)</b> Appui à la retraite de validation du Plan National de Développement Informatique de la Santé	X			Sera présentée au prochain ComPar restreint
<b>76. (ACAPSS)</b> Appui à la Consolidation des Acquis du Projet d'Appui au Système de Santé du Bas-Congo	X			Sera présentée au prochain ComPar restreint

### 3.1.2 Analyse des études finalisées

<b>Titre de l'étude :</b>	<b>6. (LAC KIVU I)</b> Détermination des sites potentiels d'extraction de gaz méthane des eaux du <u>LAC KIVU</u> : Etude détaillée de la bathymétrie de la côte congolaise.
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	La demande émane du Ministère des Hydrocarbures. L'étude vise à identifier les sites d'extraction potentielle du gaz méthane du Lac Kivu. Ces sites seront ensuite attribués à des entreprises pour l'exploitation au travers de marchés publics.
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	Hormis, un démarrage compliqué dû à l'acquisition d'une partie du matériel (l'équipement de navigation et de bathymétrie), l'étude a été mise en place tel que prévu. Toutefois, la participation du requérant ne s'est pas déroulée comme prévu étant donné son manque de communication. A la demande de la CTB une présentation publique des résultats a eu lieu en présence des Ministres des Hydrocarbure et de l'Energie, le 18/07/2014 à l'hôtel Venus de Kinshasa. Cette dernière activité a augmenté le budget mais dans des proportions raisonnables.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude a contribué à l'identification de 3 sites d'extraction du gaz méthane du Lac Kivu. Le rapport final et les cartes nécessaires ont été établis et remis au bénéficiaire et à la CTB.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La difficulté principale a été l'acquisition de l'équipement de navigation et de bathymétrie.</li> <li>2. Le contractant a notamment utilisé son représentant principal qui négociait directement avec le bénéficiaire.</li> </ol> Ces éléments ont eu des impacts positifs et négatifs ils ont demandé beaucoup de temps en terme de suivi. Néanmoins, le résultat proposé est très bon et a obtenu l'aval de toutes les parties prenantes.

<b>Titre de l'étude :</b>	<b>12. (QUINACT)</b> Unité de recherche clinique. Report du FEE
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	<p>L'étude est destinée au Ministère de la Santé en vue de l'amélioration de la politique de prise en charge des cas de malaria dans le groupe le plus vulnérable à savoir les enfants de 12 à 59 mois consultant pour fièvre ou histoire de fièvre.</p> <p>Le sujet de l'étude se résume en un essai clinique QUINACT et de démontrer que chez l'enfant de 12 à 59 mois présentant une rechute du paludisme simple survenue dans les 42 jours (J42) après un traitement par une combinaison thérapeutique à base d'artémisinine (ACT) comme par exemple artesunate-amodiaquine (ASAQ), l'efficacité d'un nouveau traitement par la même ACT au J28 après correction par la PCR est d'au moins 90%.</p> <p>Si cette hypothèse est correcte, cela permettra de préserver la quinine qui reste encore le médicament de recours notamment pour les cas sévères et les cas résistants aux autres antipaludiques.</p>
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	L'étude a été réalisée comme prévu dans la composante d'exécution de l'essai clinique et de la formation des chercheurs congolais dans la réalisation des essais cliniques par un monitoring et supervision internationale par des experts tant africain qu'europpéen.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	<p>Cette étude a contribué à déterminer l'efficacité des médicaments antipaludiques pour une amélioration de la prise en charge de la malaria chez les enfants de moins de cinq ans qui sont les plus vulnérables afin de préserver la quinine.</p> <p>Elle a contribué aussi à la mise à niveau de l'équipe de recherche clinique, mise à niveau qui a tenu compte des normes internationales dans le déroulement des essais cliniques. Deux chercheurs sont en train de finaliser leur thèse de doctorat à l'Université d'Anvers et un autre son mémoire de Master au Ghana.</p>
<i>Quelles difficultés se sont</i>	<b>Difficultés/ défis:</b>

<p><i>présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i></p>	<p>Le faible taux d'inclusion des cas liés probablement à la baisse de la prévalence de la malaria dans le milieu  Les coupures intempestives d'électricité ayant entraîné une forte consommation en carburant  La prise en charge des cas de fièvre et des pathologies connexes comme cela est recommandé par l'éthique surtout que la population n'a ni assurance ni moyens de se payer les soins.</p> <p><b>Facteurs d'influence positifs</b>  Paix dans la province de Kinshasa  Bonne collaboration entre l'équipe CTB d'expertise et l'équipe QUINACT en terme de rappel des instructions, échéances et suivi financier y compris la logistique, l'accueil et la prise en charge des différents moniteurs de l'étude  Bonne collaboration entre co-équipiers</p> <p><b>Facteurs d'influence négatifs</b>  Il n'y a pas eu vraiment des facteurs d'influence négative à part les difficultés évoquées ci-dessus qui du reste ont trouvé des solutions durant l'exécution de l'étude.</p> <p><b>Résultats positifs</b>  Efficacité des différents antipaludiques connue  Recommandations aux programmes du Ministère de la santé en cours.  Capacitation et internationalisation de l'équipe QUINACT pour mener les essais cliniques dans le respect de la rigueur scientifique y compris la formation en cours au niveau doctoral de deux chercheurs congolais (une femme et un homme) de l'Université de Kinshasa et d'un mémoire de master d'un médecin congolais de l'Université de Kinshasa à l'aide des données recueillies dans l'étude.  Cette formation permettra de rajeunir le corps professoral et d'augmenter la capacité en recherche en RD Congo.  Constitution d'un cryobank sécurisé à Anvers pour les études futures sur la malaria.  Acquisition d'un matériel de base qui a rendu le Centre Hospitalier Lisungi propice à d'autres études cliniques</p> <p><b>Résultats négatifs</b>  Tout s'est déroulé très bien et la taille d'échantillon des enfants requis avait été recalculé et avait été atteint avant la fin de l'étude.  L'inclusion a été plus longue que prévue.  Impact sur l'étude  Une prolongation de la durée de l'étude avait été nécessaire.</p>
---	--

<p><b>Titre de l'étude :</b></p>	<p><b>15. (LOI 11/022) Appui à l'Elaboration des Mesures d'application de la LOI N°11/022 des 24/12/2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture</b></p>
<p><i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i></p>	<p>L'étude vise à appuyer le secteur de l'agriculture. L'accord a pour objet de contribuer à la relance du secteur agricole par la mise en place d'un cadre juridique approprié, en vue de la mise en œuvre des activités d'appui pour l'élaboration des mesures d'application de la loi n°11/022 du 24/12/2011.</p>
<p><i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i></p>	<p>Cette étude n'a pas produit les résultats escomptés principalement à cause de l'absence de gouvernement pour la validation des textes. Le résultat 1 n'a jamais été terminé et dès lors les résultats 2 et 3 n'ont pu être mis en œuvre. Ceci malgré un accord initial portant sur 8 mois au lieu de 6 et d'une extension.  R1 : Les textes règlementaires sont élaborés et approuvés par les autorités compétentes  R2 : Les ateliers de validation et d'information sont organisés  R3 : Toutes les parties prenantes connaissent les différents textes et sont capables de les appliquer correctement</p>
<p><i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i></p>	<p>La partie financée n'a permis de couvrir qu'une partie des frais.</p>
<p><i>Quelles difficultés se sont</i></p>	<p>L'absence de Gouvernement est le facteur négatif qui a fait que l'étude a été</p>

<i>présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	arrêtée. Aucun résultat n'a été obtenu.
<b>Titre de l'étude :</b>	<b>25. (AMTER) Partenariat d'Appui de l'Aménagement du Territoire.</b>
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	L'étude a été demandée par le Ministère de l'Aménagement du Territoire. L'Etude vise à créer et à valider une structure ou un cadre de concertation national dénommé : Comité interministériel Permanent de l'Aménagement du Territoire, CIPAT en sigle
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	Cette étude n'a pas produit les résultats escomptés principalement à cause de l'absence de gouvernement pour entériner les éléments de la création de la structure.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	La partie financée n'a permis de couvrir qu'une partie des frais.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	L'absence de Gouvernement est le facteur négatif qui a fait que l'étude a été arrêtée. Aucun résultat n'a été obtenu.

## 3.2 Expertise

### 3.2.1 État d'avancement de l'expertise

État d'avancement de l'expertise <sup>4</sup>	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
14. (TPTVC) Appui au Ministère des Transports et Voies de Communication. Report du FEE	X				En cours, extension du contrat de l'expert en poste (ATI CTB) validé lors du ComPar du 03/09/2013. Cette expertise se terminera en janvier 2015.
18. (HMIS) Elaboration du Plan de Développement Informatique du Ministère de la Santé Publique de la République Démocratique du Congo	X				Etude terminée en 2014
69. (TPTVC II) Mission d'Expertise et de Conseil auprès du Ministre des Transports et Voies de Communication	X				En cours (renouvellement mission de G. Darcis)

<sup>4</sup> A : Expertise réalisée dans l'année N  
B : Expertise en cours  
C : Expertise en phase préparatoire : préparation conforme au planning (rédaction TdR, procédure marché public, etc.)  
D : Expertise planifiée, mais retardée

### 3.2.2 Analyse de l'expertise

<b>Titre de l'expertise – nom de l'expert :</b>	<b>14. (TPTVC) Appui au Ministère du Transport et des Voies de Communication. (Grégory Darcis)</b>
<i>Décrivez, en quelques phrases, quel est/était l'objet de l'expertise</i>	L'entité requérante est le Ministère des Transports et voies de Communication. L'objet est l'appui technique au Cabinet du Ministre dans le développement de politiques de mobilités pour la RDC.
<i>Dans quelle mesure l'expertise produit-elle les résultats attendus ?</i>	L'expertise s'est très bien déroulée et le requérant a fait une seconde fois appel à la même expertise. Les résultats ont été détaillés dans le rapport final établi par l'expert sur ses activités.
<i>À quoi l'expertise a-t-elle contribué ?</i>	<p><i>Description des tâches prévues (TDR)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une amélioration structurelle du fonctionnement du Ministère des Transports et voies de communication</li> <li>• un repositionnement de celui-ci comme pièce maîtresse dans l'échiquier socio-économique de la reconstruction nationale</li> <li>• structuration et l'élaboration d'une nouvelle politique stratégique multimodale des transports</li> <li>• Assister le ministre dans la rationalisation de certaines régies et entités du Ministère, en particulier le GET (Groupe d'étude des transports), l'AAC (Autorité de l'Aviation Civile) ainsi que de l'OEBK (Office de l'équipement Banana-Kinshasa)</li> <li>• Assister le ministre à configurer une politique de partenariat avec le secteur privé</li> <li>• Participer à la définition et mise en œuvre d'un plan de développement du transport urbain rail-route dans la ville de Kinshasa</li> <li>• Proposer toute autre politique dans le secteur ferroviaire, aérien, maritime et fluvial</li> </ul> <p>Non prévu par les TDR</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réécrire et actualiser la note sectorielle stratégique pour les transports</li> <li>• Créer une bibliothèque numérique</li> <li>• Mise en chantier d'une réflexion sur la création d'une autorité portuaire</li> <li>• Moderniser le code de la route et améliorer la sécurité routière</li> <li>• Mettre en place un partenariat avec l'administration belge d'aéronautique civile en vue d'améliorer la capacité de l'aéronautique civile congolaise</li> </ul>
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'expertise et sur ses résultats ?</i>	L'entité en charge de la mise en œuvre et le bénéficiaire ont parfaitement collaboré ; la qualité des services fournis a été soulignée lors de l'évaluation de l'expert avec le Conseiller du Ministre. Aucun élément extérieur n'a perturbé la mise en œuvre. L'impact ne pourra être visible que si le partenaire trouve le financement prévu et implémente le plan tel que prévu. Un atelier devrait suivre en 2015 via une nouvelle étude.

<b>Titre de l'étude :</b>	<b>18. (HMIS) Elaboration du Plan de Développement Informatique du Ministère de la Santé Publique de la République Démocratique du Congo</b>
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	L'étude est destinée au Ministère de la Santé. L'étude visait à établir un Plan National de Développement Informatique pour la Santé.
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	La mise en œuvre a été effectuée par la VUB et une expertise congolaise. L'ensemble de l'étude s'est déroulé tel que prévu et le résultat a été présenté et validé par le bénéficiaire le 20/10/2014 à l'Hôtel Sultani.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude a permis d'identifier tous les éléments techniques, administratifs et financiers nécessaires à la mise en place d'un système de gestion informatisé de la Santé.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils</i>	L'organisation et le fonctionnement de cette expertise est un modèle. L'entité en charge de la mise en œuvre et les bénéficiaires ont parfaitement collaboré et abouti au résultat. Aucun élément extérieur n'a perturbé la mise en œuvre. L'impact ne pourra être visible que si le partenaire trouve le financement prévu et implémente le plan tel que prévu. Un atelier devrait suivre en 2015 via une nouvelle étude.

### 3.3 Exécution budgétaire

Nous ajouterons ici quelques chiffres au 31/12/2014.

1. Le budget total est de €4.000.000,00 auquel s'ajoute le reliquat disponible du FEE, soit €2.234.196,00. Le budget global du PEE est donc de €6.234.196,00.
2. La durée du programme est de 72 mois, soit 60 mois opérationnels.
3. Le budget actuellement disponible est €2.234.196,00 (FEE) + tranche 1 €2.000.000,00, soit €4.234.196,00.
4. Le montant engagé au 31/12/2014 est de €3.195.707. Hormis les frais généraux, ce montant représente les études et expertises validées par le ComPar.
5. Le montant déboursé au 31/12/2014 est de €2.016.324,00 tel que présenté au point 5.1 ci-dessous.

Montant par ligne

En €	Montant engagés*	%	Montants déboursés**	%
a) Etudes	1.671.027	39,47%	792.522	18,72%
b) Expertises	715.987	16,91%	658.598	15,55%
c) AE	0	0,00%	0	0,00%
d) Vulgarisation	25.000	0,59%	14.794	0,00%
x) Réserve	1.038.489	24,53%	0.00	0,00%
z) Moyens Généraux	783.693	18,51%	550.410	12,99%
<b>Totaux</b>	<b>4.234.196</b>	<b>100%</b>	<b>2.016.324</b>	<b>47,26%</b>

\* source FIT / \*\* source FIT

Note sur les pourcentages au 31/12/2014.

**Budget total disponible libéré €4.234.196,00**, montant engagé (€4.234.196 - €1.038.489 'réserve') soit 75,47% montant déboursé €2.016.324 soit 47,26% du budget disponible libéré.

Partie opérationnelle engagé (1. Etudes + 2. Expertises + 3. AE et 4. Vulgarisation): €2.412.014, soit 56,97% du budget disponible libéré, déboursé €1.465.914, soit 34,62%.

Partie moyens généraux engagé €783.693, soit 18,51%, déboursé 12,99%.

6. Nombre d'Etude reçue: 73 / Nombre d'Etude validées et mise ou à mettre en œuvre, 20.
7. Nombre d'Expertise reçue: 3 / Nombre d'Expertise validées et mise ou à mettre en œuvre, 3.
8. Etudes et expertises par secteur:

Santé	16
Gouvernance	25
Agriculture	18
Environnement	10
EPFP + Education	2
Transport	3
Energie	2

### 3.4 Critères de qualité

Attribuez, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D <sup>5</sup>aux critères suivants :

**Pertinence** : Mesure dans laquelle les études et l'expertise sont alignées sur les priorités locales et nationales.

**Efficience** : Mesure dans laquelle les études et l'expertise ont été réalisées dans les délais et dans les budgets.

**Efficacité** : Mesure dans laquelle les études et l'expertise contribuent effectivement aux objectifs visés.

Critères	Note
<b>Pertinence</b>	B
<b>Efficience</b>	B
<b>Efficacité</b>	C

<sup>5</sup>

A : Très bonne performance

B : Bonne performance

C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises

D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que l'intervention vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuez la note X au critère.  
Expliquez pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

### 3.5 Gestion des risques

Indiquez l'évolution des risques<sup>6</sup> et la façon dont ils ont été gérés. Les risques identifiés comprennent les risques émanant du DTF ainsi que les risques significatifs identifiés durant la mise en œuvre de l'intervention. Certains risques peuvent aussi être identifiés lors du rapportage annuel

- Décrivez le risque.
- Notez la probabilité que le risque survienne : Élevée, Moyenne, Faible
- Notez l'impact du risque s'il devait survenir : Élevé, Moyen, Faible

Si une note Élevée ou Très élevée est attribuée à un risque, détaillez les mesures qui ont été/seront prises et indiquez la personne/l'acteur responsable.

Identification des risques			Analyse du risque		Gestion du risque			Suivi des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catég.	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date butoir	Progress	Situation
Pièce qualité des requêtes forçant l'implication directe de l'UAGP dans la préparation des requêtes	Phase de démarrage	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Préparation et dissémination du manuel de procédure	UAGP	-	Terminé et produit à 750 exemplaires	In progress
						Séances de vulgarisation du PEE	UAGP	-	7 séances ont déjà pris place (tjs en-cours)	
Durée entre la réception d'une requête et sa mise en œuvre	Phase de démarrage	OPS	Medium	High	High Risk	Réduction du temps de travail sur les MP des autres projets	Resp PEE	-	UAGP essaye d'anticiper (préparation MP, Achats, etc.)	In progress
						Séance spécifique d'information mais pas avant Septembre 2014	Resp PEE	-	Pas le temps de travailler là-dessus	
Qualité du rapportage narratif et financier des études	Phase de démarrage	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Appui dans la préparation des rapports financiers	Resp PEE	-	Au cas par cas	In progress
						Réunion plus fréquentes / impossible	MINCIR/AMBA BEL/CTB	-	Pas de progrès le PEE reste trop dépend et cela affecte le bon déroulement du programme	
Disponibilité des membres du ComPar	Fin de 2013	OPS	High	High	Very High Risk	Plusieurs interventions électricien MINCIR	SG MINCIR	-	Dans l'ensemble une coupure de 10 minutes depuis le précédent MONOP!	In progress
						Programme d'appui au MINCIR	CTB	-	Résultat individuel par étude	
Coupure d'électricité au MINCIR	Fin de 2013	OPS	Low	Low	Low Risk	Participation fréquente de l'UAGP aux activités mise en oeuvre	UAGP	-		In progress
Pérennisation des résultats obtenus	Fin de 2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk					In progress

<sup>6</sup> Limitez-vous aux risques de développement et aux risques liés à la réputation

## 4 Pilotage et apprentissage

### 4.1 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Date limite
<i>Description de la recommandation</i>	<i>Le sous-chapitre auquel se réfère la recommandation (p. ex., 3.2.3)</i>	<i>Le resp. de la recommandation</i>	<i>Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1, p. ex.</i>
Intégrer les modules rapportage et gestion financière aux séances de vulgarisation et dans le manuel de procédures.	DTF 3.4.3	UAGP	Q3

### 4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
La durée de mise en œuvre d'un accord d'exécution (6 mois) est trop courte et ne tient pas suffisamment compte des difficultés que le partenaire peut rencontrer. Les extensions sont souvent inévitables pour assurer un résultat minimum.	CTB
Trop souvent les requêtes sont établies pour l'obtention de per diem, primes ou achat de matériel alors que le PEE insiste sur l'exécution des activités. Le PEE ne peut se substituer à la fonction publique. Trop rarement les requérants ont clairement identifiés leurs besoins et les raisons de déposer une requête.	Partenaire
Le requérant doit apprendre qu'il a des droits mais aussi des obligations et que les erreurs peuvent aboutir à des refus de paiement qui ne sont pas discutables.	Partenaire

## 5 Annexes

### 5.1 Rapport « Budget versus Actuels (y - m) »

#### Budget et suivi exécution PEE Version du 31/12/2014

A	ETUDES	BUDGET	%	TOT 12	TOT 13	Q1/14	Q2/14	Q3/14	Q4/14	TOT 14	TOT DEP
A	<b>QUINACT</b>	1.671.026	39,47%	66.817	295.771	86.013	76.631	59.468	207.822	429.934	792.522
A	01	117.630	2,78%	33.433	60.742	13.359	10.451	0	0	23.809	117.984
A	01 01	63.030		9.659	38.646	7.370	6.608			13.978	62.283
A	01 02	18.720		7.459	8.649	3.841	2.120			5.961	22.070
A	01 03	16.980		16.315	3.547					0	19.862
A	01 04	18.900		0	9.899	2.147	1.723			3.870	13.770
A	01 05	0		0	0					0	0
A	02	88.793	2,10%	33.384	55.409	0	0	0	0	0	88.793
A	02 01	88.793		33.384	55.409					0	88.793
A	03	58.870	1,39%	0	58.870	0	687	0	0	687	59.557
A	03 01	58.870		0	58.870					0	58.870
A	03 02	0		0	0					0	0
A	03 03	0		0	0		687			687	687
A	03 04	0		0	0					0	0
A	03 05	0		0	0					0	0
A	04	145.309	3,43%	0	27.900	0	0	0	-14.395	-14.395	13.505
A	04 01	10.081		0	10.081				-2.705	-2.705	7.376
A	04 02	15.213		0	10.339				-4.336	-4.336	6.003
A	04 03	0		0	0					0	0
A	04 04	5.539		0	0					0	0
A	04 05	114.476		0	7.481				-7.355	-7.355	126
A	05	136.677	3,23%	0	10.114	57.923	38.037	39.079	1.777	136.816	146.930
A	05 01	65.400		0	0	42.036	31.527	36.502		110.065	110.065
A	05 02	27.277		0	0			333		333	333
A	05 03	31.500		0	10.114	15.887	6.510			22.396	32.510
A	05 04	12.500		0	0			2.244	1.777	4.021	4.021
A	05 05	0		0	0					0	0
A	06	96.600	2,28%	0	0	0	21.651	0	38.720	60.370	60.370
A	06 01	80.700		0	0		14.856		5.680	20.536	20.536
A	06 02	14.450		0	0		2.152		33.040	35.192	35.192





B	01	02	Voyage(s) expert(s)	16.000	1.133	2.134	1.082	1.266	2.347	5.615
B	01	03	Investissements	31.500	1.083	24.250			0	25.333
B	01	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rattachage...)	8.200	1.596	3.986	290	216	79	804
B	01	05	Séminaires, ateliers, voyages d'étude, etc.	8.000	0	0	7		7	7
<b>B</b>	<b>02</b>	<b>HMS</b>		<b>156.400</b>	<b>3,69%</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>58.672</b>	<b>84.178</b>	<b>144.151</b>
B	02	01	Personnel du projet	121.100	0	0	1.300	38.325	78.075	117.700
B	02	02	Voyage(s) expert(s)	10.300	0	0		12.410	207	12.617
B	02	03	Investissements	0	0	0		465	87	553
B	02	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rattachage...)	25.000	0	0		5.821	3.276	9.097
B	02	05	Séminaires, ateliers, voyages d'étude, etc.	0	0	0		1.651	2.534	4.184
<b>C</b>		<b>ACCORDS D'EXECUTION</b>		<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>D</b>		<b>VULGARISATION DU PROGRAMME</b>		<b>25.000</b>	<b>0,59%</b>	<b>8.602</b>	<b>2.117</b>	<b>2.326</b>	<b>1.750</b>	<b>6.192</b>
<b>D</b>	<b>01</b>	<b>Divers</b>		<b>25.000</b>	<b>0,59%</b>	<b>8.602</b>	<b>2.117</b>	<b>2.326</b>	<b>1.750</b>	<b>6.192</b>
D	01	01	Manuel des procédures pour les bénéficiaires	5.000	0	1.023	2.117	2.326		4.442
D	01	02	Autres activités de vulgarisation	20.000	0	7.579	0		1.750	1.750
<b>X</b>		<b>RESERVE BUDGETAIRE (solde non attribué)</b>		<b>1.038.490</b>	<b>24,53%</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>X</b>	<b>01</b>	<b>Réserve budgétaire</b>		<b>1.038.490</b>	<b>24,53%</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
X	01	01	Réserve budgétaire REGIE	1.038.490	0	0				0
<b>Z</b>		<b>MOYENS GENERAUX</b>		<b>783.693</b>	<b>18,51%</b>	<b>232.567</b>	<b>82.555</b>	<b>51.060</b>	<b>55.204</b>	<b>251.763</b>
<b>Z</b>	<b>01</b>	<b>Frais de personnel</b>		<b>590.650</b>	<b>13,95%</b>	<b>58.081</b>	<b>43.799</b>	<b>47.113</b>	<b>49.500</b>	<b>182.971</b>
Z	01	01	Assistant technique international (responsable du programme)	540.000	0	157.189	36.405	40.494	35.850	155.050
Z	01	02	Assistant technique national (responsable du programme)	0	0	0				0
Z	01	03	Gestionnaire national du programme	21.600	1.605	10.314	2.727	2.562	2.665	2.933
Z	01	04	Autres frais de personnel (primes chauffeur programme)	5.050	-80	2.229	716	914	644	739
Z	01	05	Assistante ATI	24.000		9.397	3.950	3.143	3.401	3.526
<b>Z</b>	<b>02</b>	<b>Investissements</b>		<b>89.535</b>	<b>2,11%</b>	<b>5.758</b>	<b>28.588</b>	<b>175</b>	<b>329</b>	<b>29.170</b>
Z	02	01	Véhicules	60.000	0	24.282	28.255			28.255
Z	02	02	Equipement bureau	7.500	2.921	361	153	175	78	735
Z	02	03	Equipement IT	7.035	2.837	1.878	180			180
Z	02	04	Aménagements du bureau	15.000	0	0				0
<b>Z</b>	<b>03</b>	<b>Frais de fonctionnement</b>		<b>75.008</b>	<b>1,77%</b>	<b>2.241</b>	<b>6.007</b>	<b>15.655</b>	<b>8.171</b>	<b>35.460</b>
Z	03	02	Services et frais de maintenance	5.625	148	1.973	567	712	416	513
Z	03	03	Frais de fonctionnement des véhicules	27.000	536	5.276	1.244	5.155	2.420	-899
Z	03	04	Télécommunications	14.454	193	7.261	1.891	3.211	410	1.688
Z	03	05	Fournitures de bureau	13.500	598	8.213	1.431	1.235	1.166	1.129
Z	03	06	Missions	4.500	0	2.135	887	4.996	965	9.893
Z	03	07	Frais de représentation et de communication externe	0	0	0				12



## 5.2 Décisions prises par la SMCL et suivi

### Suivi des décisions du ComPar restreint

Décision à prendre		Décision à prendre				Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut	
Installation du bureau du PEE				MINCIR	Bureaux prêts	MINCIR	n/a	-	Fini	
Acquisition équipement				Resp. PEE	Acquisition	UAGP	n/a	-	Fini	
Formation IT MINCIR				Resp. PEE	Organisation formation IT 10 pers. + SG	UAGP	n/a	-	Fini	
Manuel de procédure				Resp. PEE	Préparation	UAGP	3 mois	-	Fini	
Vulgarisation du PEE				UAGP	Organisation activité de Vulgarisation	UAGP	permanent	Déjà 5 séances en 2013	En-cours	
Gestion du projet	Réunion de démarrage	2/11/2012	PV du 12/11/2012	UAGP	Suivi permanent selon budget	UAGP /ComPar	permanent	Modifié lors du ComPar restreint du 13/03/2013	En-cours	
Marchés Publics				Resp. PEE	En fonction des études	UAGP	permanent	-	En-cours	
Budget du programme				ComPar	Comptable de bourse suivra PEE	UAGP	permanent	-	En-cours	
Rémunération et autres avantages pour le GP et le chauffeur				CTB	Contractualisation GP + chauffeur	RR	rapidement	-	En-cours	
Approbation manuel PEE	ComPar restreint du 13/03/2013	13/03/2013	PV du 21/03/2013	ComPar restreint	Validation manuel de procédure	Resp. PEE	rapidement	Quelques modifications et un ajout requis. Validé	Fini	
Présentation et validation ET 16. PNS					Requête validé	UAGP	n/a	Marché à relancé	En-cours	
Présentation et validation ET 17. DIAHOP	ComPar restreint 29/04/2013	29/04/2013	PV du 30/04/2013	ComPar restreint	Requête rejetée	UAGP	n/a	-	Fini	
Présentation et validation ET 19. CARIIE					Requête rejetée	UAGP	n/a	-	Fini	
Présentation et validation ET 20. CARIIS					Requête rejetée	UAGP	n/a	-	Fini	
Présentation Situation	ComPar restreint	28/05/2013	PV du	UAGP	EdL. seconde tranche PEE	UAGP	n/a	Actuellement attendue	Fini	

Financière PEE	28/05/2013	29/05/2013	à entamer	à ce rapport	de ce rapport	Fin
Présentation et validation ET 12. QUINACT			ComPar restreint	Requête validé	UAGP	n/a
Présentation et validation ET 23. CENACOF			UAGP	Requête rejetée		Fin
Assistante ATI			ComPar restreint	Approuvé sera couverte sous les fonds prévu pour un ATN solde à suppléer	UAGP/RR	Fin
Statut PEE au 03/09/2013				Pas discuté		Fin
Extension contrat Gregory Darcy				Requête approuvée		Fin
Présentation et validation ET 11. FORKIS				Requête approuvée		Fin
Présentation et validation ET 28. FOREQU				Requête approuvée		Fin
Présentation et validation ET 31. FORECOM			ComPar restreint	Requête rejetée	UAGP/RR	Fin
Présentation et validation ET 18. HMISS		3/09/2013		Requête approuvée		En-cours
Présentation et validation ET 21. PNIA		4/09/2013		Requête approuvée		En-cours
Présentation et validation ET 22. CEMASA				Requête rejetée		Fin
Présentation et validation ET 33. RCGPMP				Requête rejetée		Fin
Divers				Pas discuté		-
1. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_02_01 (€1.207)				Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier		Fin
2. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_07_02 (€2.638)				Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier		Fin
3. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_07_04 (€1.773)			ComPar restreint	Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier	UAGP	Fin
4. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_07_05 (€5.638)				Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier		Fin

5. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_08_02 (€7.681)	Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier	n/a	-	Fini
6. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_08_04 (€1.814)	Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier	n/a	-	Fini
7. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_08_04 (€1.136)	Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier	n/a	-	Fini
8. De la réserve vers ligne budgétaire chauffeur Z_01_04 (€1.000)	Approuvé	n/a	-	Fini
9. De la réserve vers ligne budgétaire assistante ATI Z_01_05 (€6.000) + idem sur tranche	Approuvé	n/a	-	Fini
10. De la réserve vers la ligne budgétaire Z_01_06 prime comptable (€1.920) + idem sur tranche 1 pour 2015, 2016 et 2017	Rejeté	n/a	-	Fini
11. De la réserve vers la ligne budgétaire Z_03_04 communication (€6.354)	Approuvé	n/a	-	Fini
De la réserve vers la ligne budgétaire Z_03_08 formation (€9.929)	Approuvé	n/a	-	Fini
Présentation et validation ET 25. AMTER	Requête approuvée	n/a	Lettre notification	En-cours
Présentation et validation ET 27. ICCN	Requête rejetée	n/a	Lettre information	Fini
Présentation et validation ET 32. SEC SOC	Requête rejetée	n/a	Lettre information	Fini
Présentation et validation ET 37. UPEHP	Requête rejetée	n/a	Lettre information	Fini
Présentation et validation ET 39. COMP NAT	Requête rejetée	n/a	Lettre information	Fini
Présentation et validation ET 40. URF-ECMI	Requête rejetée	n/a	Lettre information	Fini
Présentation et validation ET 41. DREN	Requête rejetée	n/a	Lettre information	Fini

Présentation et validation ET 43. LOI 11/2002								n/a	Lettre information	Fini
Présentation et validation ET 45. PAJJR								n/a	Lettre information	Fini
Présentation et validation ET 48. SFAEQU								n/a	Lettre information	Fini
Présentation et validation ET 49. SFAKIS								n/a	Lettre information	Fini
Éliminé liste PEE 1. ALCP								n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 8. SENWDE								n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 24. NOTAIRES								n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 26. HYINGA								n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 29. STAT								n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 31. CGAF								n/a	Cfr. Liste revue	Fini
UAGP prend contact avec ARMP								n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 42. PORT								n/a	Visite effectuée	Fini
Présentation et validation ET 34. PEDEKA								n/a	Lettre information	Fini
Présentation et validation ET 35. PIHILU								31/10/2014	AE à préparer	En-cours
Présentation et validation ET 44. INRB								31/10/2014	AE à préparer	En-cours
Présentation ET 45. PAJJR								31/10/2014	MP à préparer et lancer	En-cours
Présentation ET 47. CPAKO								n/a	Lettre information	Fini
Présentation ET 50. ACTDS								31/10/2014	Demande de complément d'info (voir PV du 22/07/2014)	En-cours
Présentation ET 53. EESR								n/a	Lettre information	Fini
Présentation ET 54. ELBAA								31/10/2014	Demande de complément d'info (voir PV du 22/07/2014)	En-cours
								30/09/2014	AE établi et signé	En-cours

